

Un «jeu désolant» des libéraux, critique le PQ

Les libéraux de Jean Charest se livrent à un «désolant jeu de cache-cache» en continuant de refuser la tenue d'une commission parlementaire sur les pertes historiques qui viennent de frapper la Caisse de dépôt et placement du Québec, accuse le critique péquiste Stéphane Bédard.

Joint en fin de journée, le député de Chicoutimi à l'Assemblée nationale a indiqué que sa formation politique est loin d'abdiquer avec ses demandes de convoquer un examen parlementaire sur la Caisse et d'y inviter comme témoin la ministre des Finances Monique Jérôme-Forget.

M. Bédard s'est offusqué d'entendre la ministre parler au passé de la possibilité d'organiser une audition devant les élus. «Elle dit qu'elle n'a

pas le temps! Il y a 40 milliards \$ de pertes! Nous en aurons au moins pour une génération à payer» pour ce désastre, a-t-il fait savoir.

Stéphane Bédard ne croit pas que le refus du gouvernement libéral est définitif. «Ça fait déjà trois fois qu'il change d'idée», a-t-il dit, en rappelant que le Parti québécois a accepté de laisser tomber sa requête d'entendre le premier ministre Jean Charest dans ce dossier. «Nous ne lâcherons pas tant que nous ne pourrions obtenir la vérité.»

À ses yeux, il s'agit de «la pire aventure financière de l'histoire du Québec. (...) Nous avons fait un pas au moins. On dit que, si le premier ministre veut rester caché, c'est son choix. Mais la ministre des Finances» doit s'expliquer, elle qui «s'enfarge dans ses différentes ver-

sions» entourant ce qu'elle savait des déboires de la Caisse, pendant la campagne électorale.

M. Bédard est revenu sur les fondements de la requête de son parti pour une commission parlementaire. «C'est le gouvernement libéral qui a changé la mission de la Caisse. On veut connaître l'impact» sur les rendements.

PEU IMPORTE QUAND

Le critique péquiste a insisté sur le fait que la date pour une comparution importe peu. Cela peut être tout de suite, après le dépôt du budget (en mars probablement), «au mois de mai, en juin ou à Noël, l'an prochain. Il ne sera jamais trop tard», compte tenu des sommes colossales perdues.

François Bonnardel, député et cri-

tique pour l'Action démocratique du Québec, a indiqué que les libéraux comme les péquistes font preuve d'irresponsabilité en campant sur leurs positions. L'ADQ considère toujours que le premier ministre et sa ministre des Finances «ont une lourde responsabilité à porter dans les déboires de la Caisse».

Mais l'adéquiste a plaidé que sa formation politique est prête à se passer des témoignages de M. Charest et de M^{me} Jérôme-Forget. La tenue de la commission doit cependant avoir lieu, et les élus doivent avoir les «outils» pour poser les questions pertinentes aux gestionnaires de la Caisse, a-t-il poursuivi.

L'adéquiste a affirmé que le gouvernement libéral s'était montré ouvert à la suggestion d'amener sur

cette tribune des experts. «L'ADQ veut connaître en profondeur ce qui s'est réellement produit à la Caisse, a ajouté M. Bonnardel. Nous demandons de nouveau au gouvernement de mandater le vérificateur général afin qu'il puisse enquêter.»

Québec solidaire, le dernier parti à faire son entrée à l'Assemblée nationale, a jugé «honteuse» la décision de la ministre des Finances d'abandonner la convocation d'une commission parlementaire. «Il faut une commission d'enquête indépendante, un peu à l'image de la commission Gomery (sur le scandale des commandites à Ottawa), qui aurait le pouvoir de faire comparaître les principaux responsables de ce fiasco», a soutenu son seul député, Amir Khadir.

Michel Corbeil